

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
CS80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 24 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SIMK RETAIL

309 avenue Georges DURAND
72100 Le Mans

Références : 2023-173_INSP_SIMK RETAIL – Le Mans_RAP
Code AIOT : 0006302018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans l'établissement SIMK RETAIL implanté 309 AV GEORGES DURAND CENTRE COMMERCIAL SUD 72100 LE MANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du suivi pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIMK RETAIL
- 309 AV GEORGES DURAND CENTRE COMMERCIAL SUD 72100 LE MANS
- Code AIOT : 0006302018
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIMK RETAIL exploite, sur le territoire de la commune du MANS, une station de stockage et distribution de carburants, dans l'enceinte du centre commercial CARREFOUR Hypermarché Centre Sud.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative de l'établissement;
- suites des constats de la dernière inspection, en date du 25/10/2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 07/03/2023, article R511-9	/	Sans objet
2	Installation électriques: dispositif de coupure générale	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 2.7	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie: localisation des bornes d'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 4.2	/	Sans objet
4	Dispositifs de sécurité: système de communication	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 4.9.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'établissement doit être mise à jour, afin d'actualiser le régime de classement de l'établissement. Celui-ci est désormais classé au régime de la déclaration, soumise à contrôle périodique, au titre des rubriques ICPE 1435-2 et 4734-1c.

Par ailleurs, le nouvel exploitant de l'établissement doit justifier de la réalisation de tests annuels du système de coupure générale de la station-service, de la tenue à jour d'un plan des installations incluant la localisation des moyens de défense contre l'incendie et du bon fonctionnement du système de communication d'alerte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/03/2023, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Tenue à jour de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La situation administrative du site doit être à jour, par rapport à la nomenclature des installations classées en vigueur.
Constats : L'exploitant bénéficie d'un récépissé de bénéfice du droit d'antériorité en date du 28/01/2011 au titre de la rubrique 1435-2 au régime de l'enregistrement, pour un volume de carburants distribués de 6338 m ³ /an. Cependant, suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la définition de cette rubrique a évolué. Pour l'année 2022, l'exploitant déclare un volume total de carburants distribués de 5788 m ³ . De plus, il apparaît qu'une demande de bénéfice de droit acquis a été déposée en date du 08/08/2016 au titre des rubriques: - 1435-3, au régime de la déclaration soumise à contrôle périodique, pour un volume distribué de 10845 m ³ /an; - 4734-1, au régime de la déclaration soumise à contrôle périodique, pour une quantité de carburant de 259,2 tonnes. Considérant ces éléments, il apparaît que la situation administrative de l'établissement doit être mise à jour afin d'être cohérente avec les définitions actuelles de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par ailleurs, l'établissement a fait l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant en date du 01/11/2021, en faveur de la SAS SIMK RETAIL. L'inspection propose d'acter le changement d'exploitant de l'établissement. Le nouvel exploitant doit déposer une demande de bénéfice des droits acquis, actualisée par rapport à la présente situation de l'établissement, afin de tenir à jour la situation administrative de l'établissement. L'établissement est soumis à l'obligation de faire réaliser un contrôle périodique de ses activités classées aux rubriques 1435-2 et 4734-1c par un organisme agréé, au moins 1 fois tous les 5 ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques: dispositif de coupure générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Justificatifs d'essais de bon fonctionnement annuels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.
Constats : <u>Constat de l'inspection du 25/10/2017, E1:</u> L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection le registre relatif à la réalisation des tests de fonctionnement du dispositif de coupure général de l'installation. L'exploitant est tenu de réaliser périodiquement (au moins une fois par an) un test de fonctionnement du dispositif de coupure générale et de disposer d'un registre sur lequel est répertorié l'ensemble de ces tests avec la date de réalisation <u>Constat de l'inspection du 08/03/2023:</u> L'inspection n'a pas permis de confirmer la tenue de tests de fonctionnement annuels du dispositif de coupure générale de la station-service. L'exploitant transmettra, sous 2 mois, un justificatif de réalisation de ce test. Il veillera à conserver une traçabilité de la réalisation annuelle des essais du dispositif de coupure générale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie: localisation des bornes d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Tenue à jour des plans et détermination des distances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : - de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ; [...]
Constats : <u>Constat de l'inspection du 25/10/2017, E2:</u> Les extincteurs sont contrôlés périodiquement. L'inspection a constaté la présence de 2 poteaux d'incendie à proximité de l'installation mais leur distance avec la station-service n'a pu être vérifiée en l'absence de plan sur lequel figure ces dispositifs. L'exploitant est tenu de mettre à jour les plans de l'installation où doit figurer les 2 poteaux incendies et de s'assurer que ces dispositifs soient situés à moins de 100 mètres de son installation de station-service. <u>Constat de l'inspection du 08/03/2023:</u> L'inspection n'a pas permis de contrôler le plan des installations et, par conséquent, la localisation des 2 poteaux incendies sur celui-ci. L'exploitant transmettra, sous 2 mois, un plan des installations à jour et localisant les moyens de défenses contre l'incendie, notamment les 2 bornes d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositifs de sécurité: système de communication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 4.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Bon fonctionnement et signalétique du dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée : <ul style="list-style-type: none">- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation. [...]
Constats : <u>Constat de l'inspection du 25/10/2017, R1:</u> L'inspection a constaté la présence d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation à proximité du kiosque. Par contre, selon l'exploitant, ce dispositif a été installé récemment et n'est pas encore opérationnel. L'exploitant est tenu de s'assurer du bon fonctionnement de ce dispositif dans les plus brefs délais. L'inspection a constaté que, bien qu'existant, l'affichage de la présence de ce dispositif, pour les usagers, peut être améliorée (meilleure visibilité depuis les îlots de distribution en journée comme de nuit). <u>Constat de l'inspection du 08/03/2023:</u> Au cours de l'inspection, la présence d'un dispositif de communication a été constatée. Cependant, ce dispositif n'est relié à aucun numéro extérieur et ne permet donc pas de communication. L'exploitant doit connecter le dispositif afin de permettre la communication d'une alerte. Il justifiera, sous 2 mois, que le dispositif de communication est bien opérationnel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet